

**La Suisse achète du matériel de guerre à Israël et contribue à hauteur de 250 millions de francs à un régime d'apartheid. Un air de déjà vu...**

Droit Pour Tous condamne fermement la décision de la Confédération d'acheter des drones à l'Etat israélien. Le 7 septembre 2015, le Conseil des Etats a approuvé l'achat de 6 drones Hermes 900 de la compagnie israélienne ELBIT pour la somme de 250 millions de CHF. La Suisse est un pays neutre et par cette décision a failli à ses obligations internationales.

Droit Pour Tous est consternée par les propos, rapportés par les médias, du conseiller fédéral du département de la défense, Ueli Maurer. Israël ne peut justifier de se défendre en tuant plus de 500 enfants ! Aucun pays n'a le droit d'assurer sa défense au prix de tant de vies d'innocents. Israël ne cesse de défier et de violer le droit international, avec la complaisance d'une partie de la Communauté internationale, en instaurant des politiques injustes à l'égard des Palestiniens. Cet Etat tue, torture, persécute et discrimine le peuple palestinien. L'Etat israélien applique un véritable régime d'apartheid à l'encontre des Palestiniens. Il a tué plus de 2200 personnes, dont plus de 500 enfants, lors de l'opération militaire contre Gaza en été 2014 qui a duré 51 jours. Ces drones ont d'ailleurs prouvé leur efficacité après avoir été testés sur le terrain contre la population de Gaza, lors de cette dernière attaque meurtrière.

Aujourd'hui, la Suisse va soutenir l'économie de cet Etat qui viole allègrement les droits humains. La Suisse serait blanchie par le fait qu'elle n'achète pas les drones à l'Etat israélien mais à une entreprise privée. Ceci rappelle tristement l'épisode sud-africain et le rôle joué par la Suisse face au drame du peuple sud-africain. Lors de cet épisode, c'était l'économie privée qui avait continué impunément ses échanges avec le régime d'apartheid sud-africain et, pourtant, la Suisse peine encore à se réconcilier avec son passé.

Cette dernière décision du Conseil des Etats va également donner lieu à des regrets suisses, cela est incontestable. Ce sont effectivement plus de 250 millions de francs qui seront impulsés dans l'économie israélienne et qui vont de facto soutenir le régime d'apartheid, que le contrat soit conclu avec les autorités ou une entité privée.

Droit Pour Tous regrette que l'initiative de BDS qui a recueilli près de 30000 signatures, et que nous avons soutenue, n'ait pas donné lieu à plus de considération de la part du gouvernement suisse et que la question n'ait pas été approfondie dans le cadre d'une commission parlementaire.

Droit Pour Tous appelle les autorités suisses à ne pas investir dans l'industrie militaire israélienne et au contraire à prendre des mesures pour pousser cet Etat à cesser les violations systématiques des droits de l'Homme qu'il commet contre le peuple palestinien. Droit Pour Tous appelle la Confédération à faire honneur à ses valeurs de neutralité et d'humanisme, internationalement reconnues, en plaçant les droits humains au premier plan.

Droit Pour Tous

Genève

Le 10 septembre 2015